
[Les souffrances indicibles des femmes qui vivent à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile de Feronia en République démocratique du Congo](#)

Entretien avec Solange Boleembe Du RIAO-RDC, un réseau d'information et d'appui aux organisations communautaires en République démocratique du Congo (RDC), en lien avec les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les femmes qui vivent dans les communautés affectées par les grandes plantations de palmiers à huile gérées par Feronia PHC, une entreprise financée par plusieurs banques de développement européennes.

Notre entretien avec Solange Boleembe de RIAO-RDC, un réseau d'information et de soutien pour les organisations communautaires en RDC, met en lumière les nombreuses difficultés auxquelles les femmes riveraines des vastes plantations de palmiers à huile de Feronia-PHC, sont confrontées. Cet entretien est précédé d'une présentation générale de l'histoire de l'entreprise dans les zones de plantation et du rôle des principaux investisseurs qui n'ont tenu aucun compte des nombreux conflits et abus signalés par les villageois de la région.

Feronia et l'argent du « développement »

En 2008, la multinationale agroalimentaire Unilever a vendu « *Plantations et Huileries du Congo* » (PHC), un ensemble de trois plantations industrielles de palmiers à huile couvrant plus de 100 000 hectares de terres en République démocratique du Congo (RDC) à une société peu connue, Feronia Inc. Feronia est cotée à la Bourse de Toronto, au Canada, et n'avait aucune expérience dans le secteur de l'agriculture lorsqu'elle a repris les concessions de palmier à huile qui appartenaient auparavant à Unilever depuis près de 100 ans.

La vente a permis à Unilever d'obtenir 14 millions de dollars US de liquidités ; en outre, la société a laissé environ 10 millions de dollars US de dettes aux nouveaux propriétaires. (1) Financièrement, Feronia a enregistré des pertes chaque année depuis qu'elle a acheté PHC. Pourtant, Feronia a suscité l'intérêt des agences de développement peu après l'acquisition des licences par l'entreprise. Des banques de « développement » soutenues par les gouvernements et des fonds d'investissement britanniques, français et espagnols ont accordé des prêts qui se sont par la suite transformés en actions lorsque Feronia n'a pu les rembourser. Ainsi, l'institution financière de développement britannique, la CDC, en est venue à détenir plus de 60 % de Feronia en 2016 ; ce pourcentage a baissé à environ 30 % en 2017 lorsqu'un nouvel investisseur, enregistré à Maurice, a injecté de nouvelles liquidités dans l'entreprise. Les fonds initiaux de l'agence de développement, d'environ 35 millions de dollars US, ont sauvé Feronia de l'effondrement. En 2018, Feronia-PHC avait reçu au moins 118 millions de dollars US, dont 49 millions de prêts approuvés en 2015 par les banques de développement allemande, belge et néerlandaise. Elles//Ces dernières ont approuvé les prêts malgré des rapports d'ONG et les déclarations des dirigeants communautaires dans les trois zones de plantation qui avaient attiré leur attention sur le caractère illégitime et peut-être illégal des contrats de

concession, ainsi que sur les conditions de travail effroyables des travailleurs dans les plantations et les nombreuses promesses non tenues aux communautés affectées par les concessions de plantations.

Les dirigeants communautaires ont souligné à de nombreuses reprises que les plantations industrielles de palmiers à huile avaient abouti à 100 ans d'exploitation des terres ancestrales de leurs communautés. Tout ce qu'elles ont obtenu en échange de la perte d'accès à leurs terres coutumières, ce sont des routes cahoteuses remplies de nids de poule, des hôpitaux mal entretenus, des « écoles » délabrées et des maisons en ruine pour les travailleurs des plantations qui recevaient moins que le salaire minimum légal même après que l'entreprise ait reçu un financement des banques européennes de développement. Aujourd'hui, le salaire des employés de la catégorie la plus basse est d'environ 33 dollars US/mois. Mais la plupart des travailleurs des plantations sont engagés avec des contrats de courte durée avec une rémunération encore plus faible. (2)

Aujourd'hui encore, des répercussions de l'héritage colonial

Dans un entretien avec le Bulletin WRM en 2015, le directeur de RIAO-RDC, un réseau d'information et de soutien pour les organisations communautaires en RDC, explique que le prédécesseur d'Unilever, la société Lever, s'est intéressé aux terres situées le long des rives du Congo au début des années 1900 parce que le fleuve facilitait le transport de l'huile de palme vers la capitale, Kinshasa. « Ils ont commencé par de petites zones. Ils ont fait des quantités de fausses promesses à nos parents et à nos grands-parents. Les villageois avaient peur du fouet, alors ils ont donc cédé des terres pour les plantations. L'entreprise a également promis du travail et des salaires aux communautés. Les Blancs ont promis, par exemple, que pour trois plantations, l'une serait donnée à la communauté ; cette promesse n'a jamais été respectée, ni à Boteka, ni à Lokutu, ni à Yaligimba. » (3)

Au-delà des promesses non tenues, les communautés ont à plusieurs reprises informé les banques de développement qui financent Feronia-PHC que, selon elles, les titres fonciers et les documents de concession détenus par Feronia étaient illégitimes et éventuellement illégaux. Ils dénoncent non seulement le vol avec violence de leurs terres pendant la période coloniale, mais aussi une longue liste d'erreurs de procédure, d'omissions et de procédures douteuses telles que la fragmentation des concessions d'origine en petites parcelles de moins de 200 hectares au cours de ces dernières années. L'établissement de contrats pour ces petites surfaces exige une procédure beaucoup moins lourde que pour l'attribution ou le renouvellement des grandes concessions que Feronia a achetées à Unilever. Mais même ces centaines de contrats de concession portant sur moins de 200 hectares, qui remontent à 2015/2016, semblent s'accompagner d'importantes erreurs de procédure.

Depuis novembre 2017, Feronia-PHC exerce des pressions sur les responsables communautaires pour qu'ils concluent de soi-disant accords sociaux (cahiers des charges) avec l'entreprise. Bien que ces accords entreprise-communauté ne soient pas obligatoires pour les concessions agricoles, le gouvernement de la RDC compte sur les entreprises pour qu'elles les négocient. De même, les systèmes de certification, comme la RSPO – Feronia a essayé de d'obtenir la RSPO – les exigent comme condition préalable à la certification. En novembre 2017, à Lokutu, le vice-gouverneur de la province a demandé à plus de 70 responsables communautaires à se rendre à Kisangani, capitale de la province, sous escorte policière. Pendant 10 jours ils ont été soumis à différentes pressions visant à les faire signer ces accords sociaux. Les communautés réclament depuis longtemps une négociation équitable de tels accords sociaux et ont même signé des accords avec l'entreprise en 2017 pour régler leurs conflits. Cependant, Feronia ne tient aucun compte de ces accords conclus en août 2017 et tente de les remplacer par de nouveaux accords qui n'engagent l'entreprise à

pratiquement rien de concret. (4)

La souffrance silencieuse : les femmes qui vivent dans et autour des plantations de Feronia-PHC

Un entretien avec Solange Bolembé du RIAO-RDC

En quoi la présence de Feronia-PHC a-t-elle une incidence sur les femmes qui vivent à Lokutu, Boteka et Yalingimba, les trois sites sur lesquels la concession industrielle de palmiers à huile de l'entreprise occupe plus de 100 000 hectares de terres ?

La vie pour les femmes est très difficile. Au moins, quand les plantations appartenaient encore à Unilever, il y avait des écoles et des hôpitaux. Après le départ d'Unilever, l'entreprise qui a repris les plantations n'a pas maintenu ses aides aux écoles et aux hôpitaux, qui ne sont accessibles gratuitement qu'aux quelques employés de l'entreprise. Ce départ a eu de lourdes conséquences pour les communautés et les femmes en particulier ; la nouvelle entreprise a ramené la pauvreté dans les villages. La plupart des enfants ne vont plus à l'école ; le taux de malnutrition est très élevé ; de nombreux enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans, car leurs familles n'ont plus accès aux centres de santé ; la diarrhée est fréquente dans les villages car les gens ont perdu l'accès à l'eau potable, les enfants meurent de typhoïde.

Les femmes se retrouvent également sans terre à cultiver et la plupart ne peuvent pas trouver de travail dans les plantations. Les quelques femmes qui travaillent dans l'entreprise, par exemple dans la pépinière, doivent atteindre des quotas extrêmement élevés pour obtenir un salaire complet. Dans les pépinières, les femmes doivent préparer 600 « pots » (plants) par jour ; si elles en préparent moins que cela, leur salaire est réduit. Six cents pots, cela signifie mettre du sable dans un petit sac 600 fois, placer une graine dans 600 sacs et aligner 600 sacs en rangées alignées.

Et lorsqu'il s'agit de se faire payer pour leur travail, les femmes qui travaillent dans les pépinières reçoivent encore souvent l'équivalent de 20 dollars US par mois en bouteilles d'huile de palme et en savon. Ce système est toujours en place aujourd'hui. (5)

Quelle est l'incidence de cette situation sur la vie quotidienne des femmes dans les villages ?

Cela revient à vivre en alerte tout le temps. La majorité des femmes dans les zones rurales en Afrique vivent de l'agriculture familiale, de la pêche, de la collecte des escargots, des chenilles et des champignons des forêts. Mais à l'intérieur de la concession, les femmes ne sont plus autorisées à mener aucune de ces activités ; le seul fait de se déplacer à pied à l'intérieur des plantations ou les vastes zones de forêts qui, selon l'entreprise, font également partie de ses concessions, est devenu très difficile pour les femmes. Cela complique énormément la vie des femmes qui vivent dans les vastes zones de concession. Cela leur interdit également l'accès aux plantes médicinales, ce qui est particulièrement grave car la plupart des familles n'ont pas accès aux centres de santé ou aux hôpitaux. Certaines plantes médicinales ont également disparu lorsque la forêt a été transformée en plantations au fil des décennies.

Une fois, l'entreprise a distribué des plants de cacahuètes et de maïs dans certains villages. Les femmes sont allées planter les plants dans la forêt qui n'est pas très loin de certains villages, mais à l'intérieur de la concession revendiquée par Feronia. (6) Au moment de la récolte, les agents de sécurité ont exigé que les femmes ne replantent plus les arachides et le maïs parce que ces forêts appartenaient aussi à l'entreprise et que la culture n'y était pas autorisée.

Pire encore pour les femmes, l'entreprise interdit à quiconque vit dans les plantations de ramasser même quelques noix de palme pour leur propre usage. Si les femmes ramassent certaines des noix de palme qui ont été laissées sur le sol après la récolte, et qu'un garde de sécurité de l'entreprise les trouve avec ces noix, elles risquent d'être battues et jetées en prison. (7) Même si quelqu'un apporte des noix de l'extérieur de la concession, la même chose se produit : Les vigiles de l'entreprise vont prétendre que les noix de palme ont été volées dans les plantations de l'entreprise et les gens se feront passer à tabac et jeter en prison. La seule huile de palme que les villageois à l'intérieur des plantations sont autorisés à utiliser est l'huile de palme produite et vendue par Feronia-PHC, même si la production traditionnelle d'huile de palme faisait vivre ces familles bien avant que les entreprises d'huile de palme viennent leur prendre leurs terres.

Si les femmes n'ont plus accès à des terres pour les cultures ou à des forêts pour ramasser des escargots, des champignons, des plantes médicinales et des noix de palme, comment nourrissent-elles leurs familles ?

C'est très difficile ! À Lokutu, par exemple, les femmes doivent marcher longtemps pour trouver un endroit où elles peuvent pêcher. Depuis Boteka ainsi que de Lokutu, les femmes se rendent à Mbandaka [une ville située le long du fleuve Congo, accessible par bateau des deux endroits] pour acheter divers produits, du sel au savon, qu'elles vendent à un prix légèrement plus élevé dans leurs villages ou les villes de marché plus près de chez elles. Avec la petite somme d'argent qu'elles gagnent de cette manière, elles peuvent acheter des aliments de base. D'autres achètent des produits alimentaires à Mbandaka et les vendent dans les villages, car ceux qui vivent dans des villages situés à l'intérieur des plantations n'ont pas accès à des terres pour produire leur propre alimentation. Des haricots par exemple. La plupart des haricots consommés dans les villages touchés par les plantations viennent d'endroits aussi éloignés que Kinshasa ! Des villageoises forcées d'acheter des haricots ramenés de la ville, vous vous rendez compte ! Tout cela parce que la production alimentaire locale a été rendue impossible par les plantations.

Qu'est-ce qui permettrait d'améliorer la situation que vivent les femmes aujourd'hui ?

Les femmes se préparent à récupérer leurs terres, à cultiver comme le faisaient leurs grands-mères avant que l'entreprise arrive et leur prenne leurs terres. Elles veulent produire à nouveau leur alimentation, elles veulent pouvoir pêcher à nouveau dans les ruisseaux et les rivières près de leurs villages. Elles veulent recommencer à produire elles-mêmes de l'huile de palme, comme le faisaient leurs grands-mères. Et pas seulement de l'huile de palme. Les palmiers à huile fournissent de nombreux autres produits que les femmes avaient l'habitude de préparer. La production de l'huile de palme est une tradition ancienne pour les femmes dans cette partie du monde. Elles veulent pouvoir gagner leur vie là où elles vivent, ne pas être obligées de quitter leur village pour acheter des choses à l'extérieur et les revendre dans leur village parce que c'est la seule manière dont elles peuvent gagner un peu d'argent. Elles veulent travailler dans leurs villages, cultiver leurs champs et leurs palmeraies, ramasser leurs aliments traditionnels dans la forêt.

Le rôle du RIAO est d'établir des liens entre les communautés des trois sites et d'aider les femmes à connaître leurs droits. Aujourd'hui, les femmes de Boteka ou de Yalingimba n'ont aucune possibilité de savoir ce qui se passe à Lokutu et vice-versa. Il est donc difficile d'avoir une solidarité entre les villages. Cela doit changer pour que les femmes puissent s'unir et parler d'une seule voix. La mise en place d'une radio communautaire et la sensibilisation des femmes à leurs droits sont des étapes essentielles pour que les femmes récupèrent les terres ancestrales de leurs communautés et commencent à produire à nouveau leur propre nourriture et leur propre huile de palme comme leurs grands-mères.

(1) RIAO-RDC, GRAIN et al. (2016) : [Land conflicts and shady finances plague DR Congo palm oil company backed by development funds \(Les conflits fonciers et les finances opaques règnent dans une entreprise d'huile de palme de RDC soutenue par des fonds de développement\)](#).

(2) Déclarations de responsables communautaires de Kampala, Lokutu et Boteka Décembre et janvier 2017/2018 <https://www.farmlandgrab.org/post/view/28045>

(3) Les concessions de Feronia-PHC sont situées sur trois sites : Boteka, Lokutu et Yalingimba. La concession la plus ancienne est située à Boteka, dans la province de l'Équateur, la plus grande à Lokutu, dans la province de Tshopo et la plus petite à Yalingimba, dans la province de Mongala. Bulletin WRM 218 (2015) : « [We need justice to be made](#) » (« Nous avons besoin que justice soit faite »)

(4) Déclaration du RIAO-RDC et déclarations des communautés, décembre 2017 et janvier 2018 : Feronia et ses soutiens doivent arrêter de faire signer les cahiers de charge par la force et la violence. <https://www.farmlandgrab.org/post/view/28045>

(5) L'entreprise et les banques de développement qui financent Feronia-PHC ont prétendu que cette pratique datant de l'époque coloniale, appelée « colis Marsavco » du nom de la société Unilever qui produisait du savon et de l'huile de palme à partir de l'huile produite dans les plantations, a été arrêtée et que les villageois sont maintenant payés en espèces. Seuls ceux qui choisissent de recevoir de l'huile de palme et du savon au lieu de l'argent peuvent recevoir une partie de leur salaire en marchandises.

(6) Feronia-PHC utilise seulement environ 25 000 hectares en palmeraie sur les plus de 100 000 hectares ; plus de 70 000 hectares restent boisés, mais les villageois ne sont pas autorisés à pénétrer dans la zone forestière.

(7) En 2015, sept enfants se sont retrouvés orphelins après que des agents de police ont tué leurs deux parents à la plantation de Boteka parce qu'ils avaient pris quelques noix de palmiers à huile dans les plantations pour nourrir leurs enfants. Un agent de sécurité a entendu une conversation entre le mari et la femme dans laquelle le mari disait que tout ce qu'il pouvait ramener à la maison c'était ces quelques noix de palmier à huile qu'il lui avait donné à cuisiner, dans la mesure où l'entreprise avait imposé des restrictions aux travailleurs sur la récolte des noix, un ingrédient essentiel dans la cuisine locale. Les agents de sécurité de l'entreprise contrôlent sévèrement ces restrictions. Lorsque l'agent de sécurité a signalé le villageois à la police, ce dernier a été arrêté, battu et torturé. Il est mort le lendemain à l'hôpital des suites de son passage à tabac. Lorsque sa famille a demandé une enquête, la police a tiré sur la foule, tuant sa femme et blessant grièvement plusieurs autres personnes. À ce jour, aucune enquête n'a été menée sur le meurtre de ce couple de pygmées. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. En 2013 déjà, les villageois avaient dénoncé le contrôle systématique et la confiscation du matériel de transformation de l'huile de palme par des policiers sur la route menant à l'un des villages. Les villageois vivant autour des plantations ont déclaré qu'ils possédaient également des palmeraies et produisaient de l'huile de palme traditionnelle et des produits dérivés du palmier. En 2014, l'arrestation et la torture de quatre personnes accusées d'avoir volé des noix de palme ont déclenché trois jours d'affrontements entre la police et les habitants de la ville de Lokutu et du village de Yambi Enene. <http://www.radiookapi.net/actualite/2014/10/06/reprise-des-activites-apres-des-accrochages-entre-policiers-populations-lokutu>

Voir aussi les articles précédents du Bulletin WRM et les rapports des ONG sur la façon dont les plantations industrielles de palmiers à huile de Feronia provoquent des conflits et constituent une menace violente pour les communautés :

Bulletin WRM 208 (2014) : [RDC : l'allocation de terres pour la plantation de palmiers à huile, le système REDD et les investisseurs étrangers](#)

Bulletin WRM 224 (2016) : [Communities mobilise to free themselves from a hundred years of colonial](#)

[oil palm plantations](#) (Les communautés se mobilisent pour se libérer de cent ans de plantations coloniales de palmiers à huile)

Bulletin WRM 233 (2017) : [FERONIA en République démocratique du Congo : harcèlement, violence et oppression](#)

GRAIN et RIAO-RDC (2015) : [Agro-colonialisme au Congo : la finance de développement européenne et américaine alimente une nouvelle phase de colonialisme en RDC](#)